

Dénier ou douter ? La dissuasion dans le détroit de Taiwan à l'épreuve de la seconde administration Trump



Hugo Tierny | 6 mai 2026 | ARTICLES |



Récemment, à Washington, les discours et les stratégies semblaient s'aligner – du moins jusqu'à ce que Donald Trump déclenche une nouvelle guerre en Iran. Face au risque de crise liée à la pression militaire chinoise en mer de Chine et dans le détroit de Taïwan, l'île s'imposait comme le « *pacing scenario* » du Pentagone. Dans ce contexte, les alliés européens étaient sommés d'assumer davantage leur défense et le soutien à Kyiv. La guerre menée en Iran par les États-Unis et Israël est depuis venue rappeler la fragilité de cette hiérarchie des priorités.

Cette volonté de priorisation n'était pourtant pas dénuée de fondements : la modernisation de l'Armée populaire de libération (APL) et la multiplication de ses manœuvres autour de Taïwan exercent une pression croissante sur la posture de dissuasion de Taipei, de Washington et de leurs partenaires sur la première chaîne d'îles, contraints d'adapter et de renforcer leur dispositif.

Le mode opératoire chinois se traduit, pour l'heure, par une mise sous pression graduée visant à infléchir les calculs des défenseurs sans recourir à la force, tout en renforçant l'éventail et la crédibilité des moyens coercitifs dont dispose Pékin. À Washington, la réponse s'inscrit dans un cadre d'ambiguïté stratégique persistante, auquel s'ajoutent des divisions politiques à Taïwan et entre alliés régionaux, ainsi que les incertitudes pesant sur les priorités étasuniennes.

Dans ce contexte international et stratégique instable, comment évoluent les dynamiques de dissuasion dans le détroit de Taïwan ? Cet article en analyse les recompositions récentes, à l'intersection des dynamiques militaires, industrielles et politiques, et suggère que le risque de crise majeure dans le détroit tend structurellement à augmenter, sans toutefois relever de l'inévitabilité.

En République populaire de Chine, l'alignement progressif des moyens et des volontés

Taïwan représente la clef d'une stratégie maritime efficace pour une Chine s'estimant entourée de voisins hostiles et désireuse de sécuriser ses intérêts grandissants à l'étranger. Dans le détroit, l'évolution progressive du rapport de force au profit de Pékin lui ouvre la possibilité de transformer en atout géostratégique une île longtemps perçue comme une vulnérabilité navale, en la transformant au contraire en pivot de la projection de sa puissance aéronavale vers le Pacifique.

Dans cette perspective, la modernisation accélérée de l'APL répond étroitement aux exigences d'un scénario taïwanais en combinant pression aéronavale, préparation à un blocus, et déni d'accès au large face à une éventuelle interposition américaine. Comme l'ont résumé les stratèges Kurt Campbell et Rush Doshi, « nous vivons à une époque où l'avantage stratégique revient une fois de plus à ceux qui sont capables d'opérer à grande échelle ». Cette dynamique se reflète sur le plan industriel : selon l'US Navy, les capacités cumulées de construction navale militaire étasunienne seraient désormais inférieures à celles d'un seul chantier naval chinois.

De ce point de vue, le passage de la marine chinoise (PLAN) d'une doctrine de « défense des mers proches » chère à Liu Huaqing (commandant de la marine, 1982-1988) à celle de « protection des mers lointaines » vise à conjurer, notamment en cas de crise autour de Taïwan, le risque d'un blocus américain au grand large, susceptible d'asphyxier l'économie chinoise en coupant ses lignes de vie maritimes.

Dans le détroit, par ses exercices aéronavals (Joint Sword-2024A, Joint Sword-2024B, Strait Thunder-2025A, Justice Mission 2025), Pékin entend persuader du caractère indéfendable de l'archipel formosan, contester sa souveraineté, aggraver ses contraintes logistiques et recueillir du renseignement, sans provoquer de *casus belli*. Ce mode opératoire relève de la « zone grise » : des pressions graduées, sous le seuil de la guerre, exploitant un rapport de forces favorable pour modifier le statu quo par faits accomplis. Ce gradualisme constitue à la fois un instrument de coercition et la composante d'un *continuum* visant à encercler et à rapprocher progressivement l'APL de l'île.

Ces séquences visent également à réduire le délai entre un ordre venu de Pékin et la mise en place de dispositifs tactiques offensifs autour de Taïwan, tout en posant les bases d'un blocus. Une fois ces positions établies, la marine et l'aviation s'entraînent à agir de concert avec les missiles de la Force des fusées, chargée d'assurer depuis la terre la couverture des opérations air-mer contre les cibles adverses, tout en désorganisant leurs défenses aéronavales, leur commandement et leurs capacités de détection. Cette combinaison de l'offensive air-mer sous couverture du feu terrestre, qui structure la stratégie de conquête des îles côtières de l'APL depuis les années 1950, se trouve réactivée aujourd'hui grâce au réarmement rapide de Pékin.

Les garde-côtes et la milice maritime jouent ici un rôle essentiel. Leur cadrage par Pékin comme des missions de police sert de couverture à des opérations à finalité strictement militaire, tout en lui permettant de transférer sur l'adversaire la responsabilité d'une éventuelle escalade. Par sa masse, l'APL réduit la profondeur défensive de Taipei, contraint de concéder par paliers le contrôle des mers et du ciel. Sans produire d'effet décisif à court terme, cette manœuvre accroît la vulnérabilité de Taïwan en raccourcissant ses délais d'alerte et en rapprochant l'assaillant de sa cible.

Cette approche n'est pas sans rappeler la routine de déploiements et d'exercices mise en place par Moscou avant le déclenchement de la guerre en Ukraine. En février 2025, l'amiral Samuel Paparo, commandant de l'United States Indo-Pacific Command (INDOPACOM), mettait ainsi en garde contre le risque de voir un prochain exercice masquer le signe avant-coureur d'une véritable opération.

La modernisation et l'expansion de l'arsenal nucléaire chinois s'accroissent aussi. Sans remettre frontalement en cause son principe du non-emploi en premier, Pékin entretient une ambiguïté grandissante quant à ses modalités d'application. Nourrie par la Crainte d'un emploi nucléaire limité ou de frappes conventionnelles américaines visant à neutraliser ses capacités nucléaires, ainsi que par le précédent ukrainien, la réflexion stratégique chinoise semble évoluer afin de garantir la crédibilité de sa seconde frappe, tout en laissant entrevoir un usage plus politique de l'arsenal nucléaire comme levier stratégique susceptible de peser sur les calculs de Washington.

Pour autant, les limites de l'APL restent nombreuses : vulnérabilités logistiques, complexité d'un débarquement, coordination interarmes, fragilité de la chaîne de commandement, entraînement et contraintes de recrutement. Une opération ratée ou prolongée pourrait constituer un risque pour la stabilité du régime et entraîner un choc économique incontrôlable, sans compter un risque d'escalade régionale, voire nucléaire, non négligeable et difficilement maîtrisable.

Parallèlement, Xi Jinping renforce son contrôle sur l'APL. La lutte contre la corruption au sein de la Force des fusées, qui contrôle la composante terrestre de la dissuasion nucléaire chinoise, l'illustre. Depuis 2023, l'éviction de ses responsables a suscité des

interrogations sur son niveau de préparation, un [rapport du Pentagone](#) évoquant des malfaçons dans les silos de missiles. [L'enjeu est sérieux](#), notamment si Pékin mise sur la [modernisation de son arsenal nucléaire](#) pour fournir une bulle dissuasive [à ses forces](#) en cas d'[action offensive contre Taïwan](#).

Rien n'indique cependant que la capacité opérationnelle de l'APL soit durablement compromise. Certes, la répétition des campagnes de rectification peut inhiber la chaîne de commandement. Mais la « [réaffirmation de la primauté du contrôle politique](#) » sur l'APL indique, à tout le moins, une dynamique de préparation continue, fondée entre autres sur le démantèlement de chaînes de loyauté [susceptibles de ralentir l'exécution des directives politiques](#), comme peut l'illustrer la purge récente de Zhang Youxia, vice-président de la Commission militaire centrale.

La modernisation de l'APL ne se joue d'ailleurs pas uniquement sur le terrain capacitaire, mais s'inscrit dans une campagne de [guerre psychologique](#) visant à façonner les calculs de Taipei et de Washington dès le temps de paix. La stratégie chinoise valorise la masse et la puissance : peser sur le rapport de forces [constitue le préalable](#) à d'éventuels pourparlers.

Quant à l'horizon d'une future crise, la fenêtre 2027 [popularisée par l'amiral Philip Davidson](#) (ex-INDOPACOM) relève d'une [estimation capacitaire du Pentagone](#), qui isole la question des moyens de celle des volontés : elle indique à partir de quand l'APL pourrait disposer des moyens d'une opération majeure contre Taïwan, et non quand Pékin déciderait de l'entreprendre.

La cohérence de l'effort chinois demeure indéniable : doctrine, investissements et discours convergent. Mais cette montée en puissance ne signifie pas inéluctabilité. En modernisant et en mettant en scène son armée, Pékin [cherche justement à façonner les perceptions](#) et à créer un sentiment de fatalité, dans l'espoir d'obtenir des gains politiques sans avoir à recourir à la force.

« Faire du bruit à l'ouest et attaquer à l'est » ?

Si la Chine est en mesure d'exercer une telle pression sur Taïwan, c'est aussi parce qu'elle est parvenue à résoudre un dilemme géostratégique historique et largement sous-estimé : [celui de la double défense terrestre et maritime](#).

Depuis le XIX^e siècle, la pensée stratégique chinoise est en effet traversée par la nécessité de prévenir l'encerclement du pays [par l'océan et le continent](#). L'agonie de la dynastie Qing (1644-1911), confrontée aux [pressions russes sur son flanc terrestre et aux défaites navales](#) infligées par la Grande-Bretagne, la France et le Japon, a ancré [chez les stratèges](#) chinois l'idée selon laquelle une [Chine contrainte de disperser ses forces sur deux fronts est une Chine vulnérable](#).

Pékin s'est depuis employé à [surmonter cette contrainte](#). En se rapprochant, [dès les années 1980, de la Russie et de l'Asie centrale](#), la Chine est parvenue, pour la première fois de son histoire, à [neutraliser son front continental](#), lui permettant de [concentrer ses efforts vers la mer](#). Comme l'écrit [Zheng Yiwei](#) de l'université Tongji, les « grandes puissances continentales tendent à se projeter vers la mer une fois qu'elles ont établi un avantage décisif sur terre, les plaçant sur une trajectoire de collision avec les puissances maritimes ». Ces dernières, au premier rang desquelles [les États-Unis et le Japon](#), ont, [du point de vue de Pékin](#), un intérêt historique à [contester le contrôle de Taïwan par la Chine](#) et à en faire une [pièce maîtresse de leur stratégie d'endiguement](#) maritime le long [de la première chaîne d'îles](#). Dans ce cadre, et [dans la lignée](#) des [écrits de Wang Jisi](#) et [d'autres stratèges](#), la [profondeur continentale](#) constitue aussi pour Pékin [un tampon stratégique](#) lui permettant [d'accumuler les ressources nécessaires](#) à la [rupture](#) de cette « [digue](#) » navale.

Dans cette perspective, les bénéfices que la Chine tire de la guerre en Ukraine sont substantiels. En soutenant indirectement l'effort de guerre de Moscou, Pékin obtient [un accès privilégié](#) aux hydrocarbures russes par des voies terrestres à l'abri de toute interdiction maritime. Il exploite aussi [l'asymétrie croissante entre les deux puissances historiques de la guerre froide](#) : une Russie affaiblie, mais encore capable de [fixer une part de l'attention et des moyens étasuniens en Europe](#). Comme l'écrivait dès 2001 [le général Liu Yazhou](#) : « Ce n'est que si la Russie reste faible que la Chine peut s'appuyer sur elle. [...] Il suffit d'en tirer parti pour contrebalancer les États-Unis. » Il en résulte aujourd'hui un effet d'aubaine qui élargit la marge de manœuvre de la Chine en Indo-Pacifique.

En ce sens, le dilemme chinois historique de la double défense s'est, en partie, déplacé vers les États-Unis. [Richard Nixon n'avait-il pas prévenu](#) qu'un rapprochement sino-russe constituerait un « danger mortel » pour Taïwan ?

La posture américaine en Asie repose aussi, de longue date, sur des fondements géopolitiques. La stratégie navale des États-Unis continue d'emprunter aux [conceptions de Nicholas Spykman](#) : il s'agit de contrôler le Rimland, c'est-à-dire les littoraux de l'Eurasie, afin de [contraindre l'accès à l'océan de toute puissance continentale rivale](#), hier l'Union soviétique, aujourd'hui la Chine. Car cette puissance, en accédant librement aux mers, serait à même de remettre en cause les alliances qui sous-tendent l'architecture de sécurité portée par Washington, ainsi que son [contrôle des grands flux commerciaux maritimes](#). Cette logique

s'inscrit dans les [enseignements de l'amiral Alfred Mahan](#) qui, dès la fin du XIX^e siècle, liait puissance navale, domination commerciale et contrôle des points d'étranglement.

Dans ce cadre, et face à la Chine, Taïwan reprend sa place de [pivot géostratégique asiatique](#), où convergent plusieurs dilemmes étasuniens. Un dilemme eurasiatique d'abord, parce que les ressources engagées en Europe pèsent sur ce que Washington peut soutenir en Asie ; maritime ensuite, parce que le territoire demeure le verrou central de la première chaîne d'îles contraignant l'accès de la Chine à l'océan ; politique enfin, parce que la préservation de leur périmètre en Asie oblige les États-Unis à résoudre une équation délicate entre objectifs, moyens et volonté.

C'est à cette donne géopolitique globale qu'entend répondre l'actuel Under Secretary of Defense for Policy, [Elbridge Colby](#). Partisan d'une hiérarchisation des théâtres au profit de l'Asie, celui-ci considère la Chine comme l'adversaire principal et la Russie comme une menace secondaire susceptible de faciliter la manœuvre de Pékin en Indo-Pacifique. Introduit aux sénateurs américains [par James D. Vance](#) en mars 2025 en vue de sa confirmation, Colby articule sa réflexion autour de ce qu'il nomme [le Lippmann Gap](#) : un « décalage dangereux entre, d'une part, ce que [les États-Unis] ont cherché à accomplir dans le monde et, d'autre part, les ressources et la volonté politique dont ils disposent pour répondre à ces aspirations ».

Comme il l'exposait dans son livre [The Strategy of Denial](#) (2021), Colby [a longtemps alerté sur les coûts](#) du soutien étasunien à l'Ukraine afin de rester crédible en Indo-Pacifique. Des [propos attribués à Wang Yi](#), chef de l'appareil diplomatique du Parti communiste chinois (PCC), prononcés à Bruxelles, ont conforté cette lecture : Pékin ne souhaiterait pas voir Moscou vaincue en Ukraine, de crainte de voir Washington concentrer pleinement son attention sur la Chine.

Si l'on devait résumer une « doctrine Colby », [cinq idées directrices se dégagent](#). Premièrement, entre une industrie de défense américaine [en phase de redémarrage](#) et le risque d'une confrontation simultanée avec la Chine et la Russie, les Européens doivent assumer une part accrue de leur défense. Deuxièmement, le scénario de conflit le plus probable est une attaque de Taïwan par la Chine. Troisièmement, si la Chine s'imposait en Asie, la région basculerait progressivement dans son orbite, au détriment de l'influence des États-Unis dans la zone économique la plus dynamique du monde. Quatrièmement, Taïwan demeure, aux yeux de Colby, très en deçà du niveau de préparation militaire requis. Cinquièmement, la réponse la plus efficace réside pour lui dans une stratégie de déni d'accès, la refondation des forces américaines dans la région sur un modèle asymétrique, et une mise à contribution accrue des alliés des États-Unis. Comme nous le verrons plus bas, l'ouverture de la guerre contre l'Iran en février 2026 brouille cependant la cohérence du [« bon sens »](#) stratégique prôné jusqu'alors par Colby et le Pentagone.

Attentes et contraintes croisées entre Taipei et Washington

Depuis 2020, les États-Unis s'étaient partiellement éloignés de leur traditionnelle politique d'ambiguïté stratégique à l'égard de Taïwan, [le président Biden affirmant](#) à quatre reprises qu'une attaque contre l'île entraînerait une riposte américaine. [Les propos tenus l'an dernier par le secrétaire à la Guerre Pete Hegseth](#) restent assez explicites, appelant à l'établissement d'un « puissant bouclier de dissuasion » dans le détroit face à la Chine et affirmant la volonté des États-Unis de « combattre et de gagner de manière décisive » si la dissuasion venait à échouer.

Elbridge Colby [reconnaît également](#) que la perte de Taïwan constituerait un « désastre pour les intérêts américains » [et affirme](#) qu'il fournira au secrétaire à la Guerre, Hegseth, les « meilleures options » pour soutenir la dissuasion et, le cas échéant, contrer une attaque chinoise. L'ambiguïté affleure toutefois dans le propos, [Colby soulignant](#) qu'un tel engagement serait mené « à un niveau de coût et de risque raisonnable pour le peuple américain ». [Il ajoute que](#) Taïwan ne constitue pas un enjeu existentiel pour les États-Unis, dans un cadre où l'« équilibre militaire s'est dégradé de façon spectaculaire pour Taïwan ».

Dans ce contexte, le soutien américain à Taïwan est également conditionné par l'évaluation, par Washington, de la crédibilité des choix politiques et militaires de l'île au regard des exigences de la dissuasion régionale. Washington estime que Taïwan doit assumer un effort de défense plus important et interprète la lente progression du budget militaire comme un [signal négatif](#). Comme le [souligne Colby](#), « nous devons motiver [à Taïwan] [...] de façon à éviter de précipiter un conflit qui n'est pas nécessaire avec Pékin ».

Ses réserves à l'égard de Taïwan ne sont pas nouvelles. En mai 2023, Colby plaidait, [dans une tribune au Washington Post](#), pour le redéploiement du soutien étasunien de l'Ukraine vers Taïwan. Mais moins de deux semaines plus tard, les diplomates taïwanais [en prenaient publiquement le contrepiéd](#) en appelant Washington à renforcer son soutien à Kyiv, estimant que sa réduction minerait la crédibilité des garanties américaines en Asie. Colby en prit [ombrage sur X](#) et pointa une « absence préoccupante de conscience de l'urgence ».

Taipei s'efforce cependant de répondre à ces préoccupations. À la fin de l'année 2025, le président Lai Ching-te, [lui aussi dans le Washington Post](#), s'alignait sur les attentes américaines, annonçant que les dépenses militaires de l'île atteindraient 3,3 % du produit intérieur brut (PIB) dès l'année suivante, avec l'engagement de les porter à 5 % d'ici 2030. Il y annonçait aussi un budget de défense spécial de 40 milliards de dollars étasuniens.

Le président Lai a relayé ce [message auprès des forces armées](#), les appelant à rompre avec leur [formalisme traditionnel](#) au profit d'une [préparation au combat plus réaliste](#) : accélération des [capacités en drones](#), [décentralisation du commandement](#), mobilité des forces, lutte contre l'infiltration [de l'armée et de l'administration](#) par Pékin, et déploiement de [capacités de frappe](#) de précision ainsi que d'un [système de défense aérienne multicouche \(T-Dome\)](#).

L'enjeu, prévenir la supériorité chinoise dans les airs et les mers du détroit et rendre improbable toute victoire adverse avant une éventuelle intervention alliée, conduit Taipei à accorder une place centrale à l'« [asymétrie](#) ». Lancée en 2017 sous l'impulsion de [l'amiral Lee Hsi-ming](#), la réforme s'est heurtée à des résistances durables car elle remet en cause un modèle conventionnel [longtemps fondé sur l'aviation et la marine](#), visant notamment à contrôler les approches aériennes et maritimes d'une île très [dépendante de ses importations](#). L'approche asymétrique part du constat que cet objectif est de plus en plus difficile à atteindre face à l'APL, et privilégie un format de forces centré sur la défense de l'île : plus mobile et dispersé, moins vulnérable aux capacités balistiques chinoises et capable de tenir dans la durée. [Si le gouvernement](#) Lai Ching-te met désormais en avant [cette orientation](#), notamment [sous l'effet](#) de la [pression américaine](#), l'analyse [des documents officiels](#) et des [acquisitions d'armements](#) révèle une approche encore hybride : maintenir certaines capacités navales et aériennes [jugées utiles face au risque de blocus](#) et à la [pression aéronavale chinoise de « zone grise »](#), tout en renforçant progressivement des moyens asymétriques destinés à tenir le choc d'un conflit de haute intensité.

Les forces taïwanaises font aussi face à des défis sociétaux. Le [faible taux de natalité](#) pèse sur le recrutement et la réserve, tandis que l'institution militaire souffre [de longue date](#) d'une [image dégradée auprès d'une partie de la jeunesse](#), [l'attachement à la souveraineté de l'île](#) ne se traduisant [pas forcément par une hausse du recrutement](#). En réponse, et en complément d'un [retour à un service militaire d'un an](#), les autorités cherchent à élargir l'assise de la dissuasion en [mobilisant davantage les ressources civiles](#) aux côtés des forces armées, afin de renforcer la résilience de l'île en assurant entre autres la continuité des services publics lors d'une crise.

La scène politique taïwanaise demeure en outre profondément divisée. Le Kuomintang (KMT), parti d'opposition majoritaire au parlement aux côtés du Parti du peuple taïwanais (TPP), tend à [présenter le renforcement de l'effort de défense comme une provocation](#) à l'égard de Pékin, [susceptible de déclencher](#) le conflit [que Taipei cherche précisément à dissuader](#). Dès 2024, affirmant lutter contre le gaspillage d'argent public, la majorité KMT-TPP [gela des crédits essentiels pour l'industrie de l'armement](#). Et alors que Washington saluait les hausses de dépenses militaires annoncées par Lai, cette même majorité a [bloqué, dès son dépôt, le nouveau projet de budget spécial](#). Le signal adressé à Washington est délétaire, un [sénateur américain parmi d'autres déclarant](#) : « Comment sommes-nous censés envisager d'envoyer des Américains défendre au péril de leur vie une entité qui ne semble pas réellement soucieuse de se protéger elle-même ? »

Cette dynamique bilatérale s'inscrit toutefois dans un cadre stratégique plus large, marqué par d'autres incertitudes. [Face aux tensions dans le détroit](#), Washington [cherche ainsi à impliquer davantage](#) ses alliés régionaux afin de peser sur les calculs chinois. [Tokyo et Manille](#) occupent une [place centrale](#), entre [accès aux bases](#), [exercices conjoints](#) et [inflexions du discours politique](#). Leur degré d'engagement reste toutefois incertain, tant sur les plans politique et juridique au Japon, que capacitaire aux Philippines. [Washington discute également avec Séoul](#) du rôle de ses [troupes sur la péninsule](#) et cherche à rapprocher Coréens et Japonais, mais cette [évolution demeure tributaire](#) de contraintes internes, de la relation avec Pékin et de la menace nord-coréenne. Enfin, les [exercices aéronavals sino-russes](#) signalent une présence accrue de Moscou dans la région, sans que la nature d'un éventuel soutien militaire à Pékin ne soit établie.

Une autre source d'incertitude pour Taïwan réside dans les orientations des nouvelles [National Security Strategy](#) (NSS) et [National Defense Strategy](#) (NDS) étasuniennes, qui accordent une plus large place à la défense du territoire américain et à l'hémisphère occidental. Malgré la contradiction apparente avec la priorité chinoise, les continuités doctrinales restent fortes. La NSS et la NDS s'inspirent des développements consacrés à la Chine dans *The Strategy of Denial* de Colby. Dans ce cadre, la défense de l'hémisphère occidental et celle du front asiatique ne semblent pas antinomiques : la crédibilité de la posture américaine en Indo-Pacifique repose à la fois sur un périmètre défensif solide le long de la première chaîne d'îles, où Taïwan conserve un rôle central, et sur la préservation d'un hémisphère occidental non contesté.

La NSS confirme d'ailleurs la place de Taïwan comme pivot géostratégique, soulignant que « éviter un conflit autour de Taïwan, dans l'idéal en conservant une supériorité militaire, est une priorité ». Le document rappelle aussi que le contrôle de ce verrou de la première chaîne d'îles conditionne l'accès à la seconde, où se concentrent plusieurs bases américaines (notamment Guam), ainsi que l'équilibre du périmètre de sécurité des États-Unis entre l'Asie du Nord-Est et l'Asie du Sud-Est. De même, l'absence de mention explicite de Taïwan dans la NDS n'altère pas son rôle dans la sécurité des alliés régionaux des États-Unis, la défense des approches maritimes japonaises et philippines dépendant aussi du maintien de la dissuasion dans le détroit. Il est d'ailleurs parlant que les Chinois ne croient pas à la thèse du néo-isolationnisme.

Enfin, Elbridge Colby présente la posture de dissuasion américaine en Asie comme relevant d'un « réalisme flexible » écartant toute logique de changement de régime à l'encontre du PCC, la NDS visant l'établissement d'une « paix décente » avec la Chine. Cette orientation, à laquelle Colby consacre d'ailleurs un chapitre entier dans son ouvrage, s'apparente à un effort assumé de réassurance et de gestion du risque de conflit tout en empêchant la Chine, du point de vue militaire, de « devenir la puissance hégémonique de l'Indo-Pacifique ». Il faudrait encore savoir si Pékin peut concevoir sa sécurité maritime sans contrôler Taïwan, indépendamment des autres ressorts politiques et nationalistes de la question : l'histoire militaire semble suggérer que non.

Reste à déterminer dans quelle mesure ces orientations influencent les décisions du président Trump. De ce point de vue, l'ouverture de la campagne militaire américaine et israélienne contre l'Iran le 28 février 2026 entre en tension manifeste avec une NSS sortie à peine plus d'un mois plus tôt et affirmant que « l'époque où le Moyen-Orient occupait toute la politique étrangère américaine [...] est heureusement révolue ». L'opération consomme les stocks de munitions (systèmes de défense antimissile THAAD et Patriot, missiles Tomahawk, SM et AMRAAM, etc.) que Washington considérait jusqu'alors comme critiques pour l'Indo-Pacifique, tandis que l'ensemble du système de forces américain, des personnels aux équipements (aéronefs AWACS, avions ravitailleurs ou de transport), subit fatigue et dispersion autour du golfe Persique. Il est à craindre que les tensions que le conflit fait peser sur les chaînes de production aggravent les retards de livraison d'armements à Taïwan, dont le montant dépasse pourtant 20 milliards de dollars.

Confronté à la contradiction d'une guerre risquant de s'inscrire dans la durée, Colby, qui qualifiait en 2012 une attaque contre l'Iran de « recette pour une guerre perpétuelle », justifie désormais l'opération par l'intérêt de « dégrader et détruire la capacité de l'Iran à projeter sa force militaire » tant en termes de missiles que de marine. Au Council on Foreign Relations (CFR), Colby concède ainsi, de manière implicite, un rôle d'exécutant consistant avant tout à « fournir au président [...] les options nécessaires à la réalisation de ses objectifs ». La guerre révèle, à cet égard, que la traduction opérationnelle de la réflexion stratégique américaine, aussi structurée soit-elle en amont, dépend en dernière instance des arbitrages présidentiels.

À ce titre, les prises de position de Donald Trump sur Taïwan sont particulièrement fluctuantes. Il a ainsi tour à tour regretté que les États-Unis agissent comme une « compagnie d'assurance » pour l'île, tout en l'exemptant de droits de douane pour ses semi-conducteurs, signe que la domination taïwanaise du secteur continue d'alimenter un levier politique sur Washington, malgré les efforts étasuniens pour réduire cette dépendance. À ces signaux s'ajoute l'annonce de plusieurs ventes d'armes d'un montant d'environ 14 milliards de dollars, un record pour Taipei. La date de leur mise en œuvre, retardée, semble ajustée en fonction d'une rencontre Trump–Xi, elle-même repoussée.

Le président américain et son administration ont d'ailleurs largement relégué les références aux valeurs libérales à l'arrière-plan de leurs priorités, ce qui implique que le soutien des États-Unis à Taïwan ne repose désormais plus vraiment sur un fondement normatif lié à son caractère démocratique.

L'inconnue réside ainsi dans l'appréciation que Trump portera sur la valeur stratégique de Taïwan, notamment, mais pas seulement, dans l'hypothèse d'une négociation commerciale avec Pékin, qui cherchera sans doute à exploiter cette incertitude au détriment de Taipei. Elle tient aussi à la capacité réelle de l'appareil politico-stratégique américain à faire prévaloir ses vues concernant l'île face au président. Il en résulte une ambiguïté persistante pour Taipei, prise entre un Donald Trump imprévisible et des approches plus réalistes et fondées sur la dissuasion, mais elles-mêmes loin d'être inconditionnelles à l'égard de Taipei.

*
* *

Et après ?

L'examen de ces dynamiques montre que les progrès de l'APL placent les défenseurs taïwanais et américains face à des dilemmes stratégiques de plus en plus aigus, tenant autant aux objectifs poursuivis qu'aux capacités disponibles et à la volonté politique de les soutenir.

Trois variables méritent à cet égard une attention particulière. La première concerne la trajectoire politique et militaire de Taïwan. Au-delà des réformes engagées, la consolidation de la posture de défense de Taipei dépend aussi de la capacité des autorités à dégager un consensus politique sur la nature du défi et les moyens d'y répondre. Or, la fragmentation croissante du champ politique taïwanais, illustrée par les blocages répétés au parlement et la polarisation entre exécutif et opposition, tend à compliquer la définition et la mise en œuvre de l'effort de défense. Cette dynamique est susceptible d'affecter la perception de la cohérence de la stratégie taïwanaise, tant aux yeux de Pékin qu'aux yeux de Washington.

Quant à Pékin, la modernisation de l'APL répond d'abord à une finalité politique – c'est la troisième variable. En renforçant ses capacités et en mettant en scène la puissance de son armée, le PCC cherche en effet à peser sur les calculs de des États-Unis et de Taïwan, à accentuer les clivages politiques à Taipei et à encourager à Washington le développement de courants favorables à une approche plus restrictive de l'engagement américain. Parallèlement, l'accumulation capacitaire vise à se doter d'une option crédible de recours à la force si les objectifs politiques ne pouvaient être atteints par d'autres moyens.

Crédit photo : [jriedy](#).

Hugo Tierny est chercheur postdoctoral à l'IRSEM, docteur en histoire militaire de l'École pratique des hautes études (EPHE) et chercheur associé à l'Institut d'Asie orientale de l'ENS de Lyon. Ses recherches portent sur la pensée stratégique et géopolitique chinoise, en particulier dans ses dimensions navales et eurasiennes, ainsi que sur les relations sino-taïwanaises et les équilibres militaires en Asie de l'Est. Il est titulaire d'un master en études chinoises de l'Université nationale Chengchi de Taipei et a publié de nombreux travaux sur les dynamiques stratégiques chinoises et les tensions autour de Taïwan. Il enseigne l'histoire militaire et la géopolitique de la Chine et de l'Asie orientale aux IEP de Lille et de Lyon, et poursuit actuellement ses recherches sur l'Armée populaire de libération à l'IRSEM.

Hugo Tierny, « Dénier ou douter ? La dissuasion dans le détroit de Taïwan à l'épreuve de la seconde administration Trump », *Le Rubicon*, vol. 6, 6 mai 2026
[<https://lerubicon.org/denier-ou-douter-la-dissuasion-dans-le-detroit-de-taiwan-a-lepreuve-de-la-seconde-administration-trump/>].